

**Arrêté de mise en demeure
n° 1122-24-20-016**

**Société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETÉ (SEP) VALORISATION
Commune de SÉES**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L. 181-14, L.511-1, L.511-2, L.514-5 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 donnant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques,

caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 autorisant l'augmentation de la capacité de stockage et de traitement de bois et prise en compte du bénéfice de l'antériorité pour l'installation de compostage de déchets verts – Société SEP Valorisation, commune de Sées ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 09 novembre 2023 transmis à l'exploitant par courriel en date du 22 janvier 2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse formulée par la société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISATION suite à la transmission du rapport et du projet d'arrêté.

Considérant que lors de la visite en date du 9 novembre 2023 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les paramètres hydrocarbures totaux, plomb, chrome, cuivre et zinc n'ont pas été analysés lors du dernier prélèvement d'eaux avant infiltration ;
- la réserve incendie en bâche souple est implantée à proximité immédiate (environ 6 m) d'un andain de bois broyé et l'aire située devant le poteau d'aspiration est occupée par des entreposages de matières combustibles. Cette situation rend la réserve d'eau indisponible pour les services de secours en cas d'incendie (réserve située dans les flux thermiques et impossibilité de branchement) ;
- plusieurs îlots de déchets de bois ont une hauteur supérieure à 3 m (hauteur estimée jusqu'à 5 m) ;
- une case d'entreposage d'encombrants en transit d'une capacité d'environ 600 m³ a été créée sur le site, sans faire l'objet d'un porter-à-connaissance de modification des installations. Le site dispose de l'autorisation pour la rubrique 2714 mais le tableau de classement précise que seuls des déchets de bois sont autorisés ;
- une case d'entreposage d'ordures ménagères en transit d'une capacité estimée à 600 m³ a été créée sur le site. Cette activité est exercée à défaut de déclaration au titre des ICPE. Selon le registre déchets, environ 350 tonnes d'ordures ménagères ont transité par le site en octobre 2023 ;

Considérant que la société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISATION n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en exploitant des installations sans titre et en ne se conformant pas aux dispositions des articles 4.3.8, 7.6.3 et 8.1.3 de son arrêté préfectoral du 2 octobre 2013 ci-avant visé ;

Considérant la nécessité de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant le site assurant la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les risques accrus d'accident et les défaut de maîtrise des impacts environnementaux liés à l'activité du site du fait des non-conformités mises en évidence ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETÉ VALORISATION de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

Article 1 : Contrôle des eaux pluviales

La société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETÉ VALORISATION, SAS exploitant une installation de transit de déchets zone industrielle les fourneaux, 61500 Sées sous le numéro SIRET 450 550 421 00017 ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné

« Les eaux de ruissellement provenant de la plate-forme Bois Energie ainsi que des autres zones imperméabilisées (hors plate-forme de compostage) susceptibles d'être polluées sont recueillies dans un bassin tampon étanche. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées dans le bassin d'infiltration qu'après contrôle de leur qualité.

Les prélèvements sont faits :

- *dans le bassin tampon de 1 000 m³ recevant les eaux de ruissellement de la plate-forme Bois Énergie et des autres surfaces imperméabilisées collectées par le bassin gravitairement.*

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentration définies ci-après.

Au minimum, les rejets ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :

- *matières en suspension (NFT 90 105) : < 150 mg/l en cas d'épuration par lagunage*
- *DCO (NFT 90 101) : < 300 mg/l*
- *DBO5 (NFT 90 103) : < 100 mg/l*
- *azote total, exprimé en N : < 30 mg/l*
- *phosphore total, exprimé en P : < 10 mg/l*
- *hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : , 10 mg/l*
- *plomb (NF T 90-027) : < 0,5 mg/l*
- *chrome (NF EN 1233) : < 0,5 mg/l*
- *cuivre (NF T 90 022) : < 0,5 mg/l*
- *zinc et composés (FD T 90 112) : < 2 mg/l*

Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux pluviales polluées et collectées dans le bassin sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Article 2 : Réserve incendie

L'exploitant est mis en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné

« Entretien des moyens d'intervention : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés et essayés chaque semestre. De plus, ils sont contrôlés au moins une fois par an par un organisme agréé.

Des exercices incendie ont lieu semestriellement.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque la réserve incendie sera implantée en dehors des zones susceptibles d'être impactées par des flux thermiques significatifs en cas d'incendie et que son aire d'aspiration sera débarrassée et tout entreposage de matières combustibles.

Article 3 : Stockage en îlots

L'exploitant est mis en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné

« Les flux de déchets de bois de catégorie A et B sont distincts. Ils sont stockés sur site de manière séparée. Tout mélange de bois de catégorie différente est interdit.

Les produits stockés forment des îlots limités de la façon suivante :

- Hauteur maximale des îlots : 3 mètres,*
- Distance entre deux îlots : minimum 5 mètres, garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie,*
- L'éloignement des piles de bois de la clôture est au moins égale à la hauteur des piles.*

La plate-forme est quadrillée par des allées d'une largeur minimale de 5 mètres pour permettre l'accès des voitures de secours des pompiers dans les diverses sections du dépôt. A l'intersection des allées principales, les piles de bois sont disposées en retrait des allées, de manière à permettre aux voitures de braquer sans difficultés. »

Article 4 : Modification des installations

S'agissant de la case d'entreposage d'encombrants en transit et l'installation de transit d'ordures ménagères, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes :

Article L.181-14 du code de l'environnement

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation,

qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura transmis un porter-à-connaissance contenant l'ensemble des informations requises concernant la création sur le site d'une plateforme de transit de déchets non-dangereux en plus des installations de transit de déchets de bois ou qu'il aura cessé l'exploitation de ces activités.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : Dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier de régularisation, celui-ci doit être déposé dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant. Dans le cas où il opte pour la cessation de l'exploitation des installations concernées, celle-ci doit être effective sous trois mois et l'exploitant fournit sous trois mois l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 du code de l'environnement.

Article 5 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 §II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de 2 ans.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 5 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à ce même article, sera ordonné la fermeture ou la suppression des installations et ouvrages, la cessation définitive des travaux et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de 2 ans.

Article 6 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 7 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISATION, siège social Zone industrielle les fourneaux, 61500 Sées.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Sées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au Préfet de l'Orne.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Sées, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Alençon, le 09 FEV. 2024

Pour le préfet,
Le sous-préfet
secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Yohan BLONDEL', is written over a horizontal line.

Yohan BLONDEL